

# Dévaluation

Il est de bon ton de se plaindre du niveau des élèves qui baisse d'année en année et il ne manque pas de collègues pour vous citer l'exemple de tel exercice qu'ils donnaient à résoudre en quatrième il y a vingt ans et qu'il est difficile de faire passer en seconde actuellement. C'est enfoncer des portes ouvertes que de dénoncer la dévaluation des examens et des diplômes ; on parlera avec nostalgie du Certificat d'Etude d'antan.

Mais dès qu'on aborde le niveau de recrutement des enseignants, quelle levée de boucliers corporatistes ! Et pourtant, il n'y a aucune raison que le CAPES, l'agrégation, le doctorat... aient échappé à la dévaluation générale des diplômes. Et effectivement, une comparaison rapide des thèses soutenues actuellement et de celles soutenues il y a quelques dizaines d'années démontre sans ambiguïté ce fait. Malheureusement, à côté de cette baisse du niveau des formations traditionnelles, les ministres successifs ont instauré des sous-formations, ce qui a un avantage financier évident (plus d'heures de cours pour un salaire moindre, quelle aubaine !)

Il n'est pas du tout surprenant de constater que l'extension de la scolarité des élèves a coïncidé avec une baisse générale du niveau tant de ceux-ci que des enseignants. De tout temps les meilleurs maîtres ont été réservés à l'élite. Il ne s'est jamais vu qu'un I.C. ayant félicité un professeur de Terminale C lui propose comme promotion de prendre en charge à la rentrée une 5ème spéciale (ex-CPPN). En raison du nivellement par la base qui a été effectué dans les différentes classes, on reporte la sélection des élites au moment du bac ou même après.

Il est alors clair que la démocratisation de l'enseignement dont on nous rabâche les oreilles n'est qu'une pseudo-démocratisation. Les enfants des milieux défavorisés doivent rester plus longtemps à l'école, ce qui entraîne une lassitude et un dégoût vis-à-vis d'une institution qui ne leur est pas destinée et finalement ils n'en retireront aucun bénéfice car le diplôme final qu'ils pourront obtenir aura été dévalué en proportion plus grande. A cela il faudra ajouter l'effort financier des parents qui ne pourra pas être maintenu assez longtemps.

Ces quelques réflexions font mieux comprendre le lent glissement de l'école obligatoire vers la garderie. Pour l'Administration, la seule chose qui compte c'est que l'emploi du temps indique que les 4ème 3 ont mathématiques le mardi de 8 à 9 avec monsieur X et que ce professeur prenne en charge ces élèves à l'heure indiquée et

remette en temps utile liste des notes et liste des absents. Que monsieur X enseigne soi-disant les mathématiques après une titularisation lors d'un match de basket n'a aucune importance puisque cet enseignant ne s'adresse pas à la future élite que sont les enfants des milieux socio-culturels favorisés. Et si des parents se plaignent, on pourra toujours accuser les mathématiques modernes.

On va me dire : "Que vous voilà pessimiste ! Tout cela est en train de changer. La preuve : Le ministère vient de revaloriser de façon appréciable la formation des instituteurs." Voire ! Nous arrivons dans les classes démographiques creuses et par les vertus du redéploiement il n'est guère besoin de recruter de nouveaux maîtres. Cela enlève beaucoup à la noblesse des intentions du gouvernement. Nous attendons une formation continue digne de ce nom. Le sort réservé aux IREM nous montre ce qu'il en sera.

Jean Lefort

L'importance des interactions entre les différents secteurs mathématiques, (...) ne caractérise pas spécialement la période récente. Souvent au contraire, cette convergence des théories mathématiques (vers un foyer qu'on peut situer du côté de la théorie des nombres) échappe à beaucoup de mathématiciens trop pris dans leur spécialité. Les difficultés de carrière, qui s'aggravent rapidement depuis quelques années, rendent la concurrence plus vive et poussent les jeunes mathématiciens à se spécialiser plus étroitement pour produire plus vite ; ces difficultés découragent les étudiants de tenter la voie de la recherche mathématique (où la France fait encore bonne figure sur le plan international) et on peut craindre que cette activité ne soit étouffée à brève échéance. Parallèlement, l'enseignement secondaire va se dégrader de façon catastrophique avec l'asphyxie des IREM et les désastreux projets ministériels sur la formation des maîtres.

Ch. Houzel : "Les mathématiciens retournent au concret" La Recherche n° 100.